

Statement

Discours

Department of  
External  
Affairs



Ministère des  
Affaires  
extérieures

89/32

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

"L'AVENIR DES RELATIONS SINO-CANADIENNES"

DÉCLARATION PAR LE

SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK

OTTAWA

Le 30 juin 1989

Secretary of State  
for  
External Affairs

Secrétaire d'État  
aux  
Affaires extérieures

Canada

Les quelques dernières semaines ont été tumultueuses pour la Chine et ont provoqué la consternation chez les nombreux Canadiens qui s'intéressent à ce pays et aux relations entre les deux peuples.

Vous connaissez tous la réaction du gouvernement à la brutalité des événements du 4 juin et à la campagne subséquente de répression menée par le régime de Beijing. Le 5 juin, j'ai annoncé à la Chambre des Communes un ensemble de mesures face à ces événements. Depuis, d'autres mesures ponctuelles sont venues s'ajouter.

Je voudrais aujourd'hui annoncer plusieurs changements en réaction à la situation nouvelle en Chine.

Nos relations avec la Chine ont des répercussions sur de nombreux Canadiens et ce, dans toutes les couches de la société. Certains sont rattachés à ce pays par le passé et par la langue. Par ailleurs, des universitaires, des professionnels et d'autres personnes ont passé une grande partie de leur vie à étudier la Chine et à établir des liens avec leurs homologues chinois. Ils se sentent solidaires des réussites et des échecs qui accompagnent les efforts de développement de ce pays. De leur côté, les gens d'affaires ont investi beaucoup d'efforts et de ressources - sans compter ceux de leurs employés et de leurs actionnaires - pour établir des relations commerciales avec la Chine. Pour leur part, les agriculteurs canadiens sont devenus les fournisseurs de la Chine qui, constitue aujourd'hui, le marché céréalier le plus important du Canada.

Ce n'est donc pas étonnant que les événements de la place Tiannamen et ceux qui ont suivi aient autant retenu l'attention des Canadiens. Comme pays, nous n'avons rien épargné pour développer nos relations avec la République Populaire de Chine et la population de ce pays qui représente le quart de la population mondiale.

- C'est donc précisément en raison de la diversité des intérêts qui nous rattachent à ce pays que le gouvernement a convoqué la semaine dernière une Table ronde nationale réunissant des industriels, des universitaires, des organisations non gouvernementales et des représentants

de la communauté sino-canadienne. À l'issue de cette Table ronde, les opinions étaient virtuellement unanimes quant à l'orientation que nous devrions donner à nos relations avec la Chine au cours des quelques prochains mois et les rares différences exprimées concernaient surtout des questions de tactique et non les grands objectifs ou la stratégie.

- En plus de la tenue d'une Table ronde, nous avons également convoqué une séance spéciale du Comité permanent de la Chambre sur les Affaires extérieures et le Commerce extérieur.

Par ailleurs, le Premier ministre, à Vancouver et moi-même, à Ottawa, avons rencontré des représentants de la communauté canadienne d'origine chinoise. Notre collègue, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a eu par la suite des entretiens avec des représentants de cette communauté à Toronto.

- De son côté, pendant son séjour à Ottawa, l'ambassadeur Earl Drake a eu des consultations avec des parlementaires, des représentants des provinces, ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères et organismes importants qui s'intéressent à nos relations avec la Chine.

- Le Cabinet s'est réuni à plusieurs reprises pour examiner la question, et nous avons étudié soigneusement les suggestions qui nous ont été faites par correspondance ou par l'entremise des observations de la presse.

- Après ce long processus de consultations, que devrions-nous faire maintenant? D'abord, il est évident que nous ne pouvons pas savoir la tournure que vont prendre les événements au cours des prochains mois et l'incertitude où nous sommes ne nous permet pas d'établir de façon définitive les paramètres et les points de repère qui devraient guider nos relations avec la Chine pendant les prochaines années.

- Je veux annoncer aujourd'hui certains changements dans nos relations sino-canadiennes. Il se peut que dans deux ou trois mois la situation soit plus claire; nous prendrons d'autres décisions - peut-être "réactiver" certains aspects de la relation aujourd'hui gelés, peut-être annuler définitivement d'autres éléments maintenant mis en

veilleuse. Je suis convaincu que la Table ronde nationale a été un exercice utile propre à rallier les opinions, et je crois que nous ferions bien d'en tenir une autre à l'automne, lorsque la situation se sera quelque peu éclaircie.

- Dans l'intervalle, nous prenons un certain nombre d'autres mesures pour traduire dans la réalité le changement des relations entre le Canada et la Chine dans le contexte de la nouvelle réalité politique de ce pays.

D'après les recommandations qui ont été formulées pendant la Table ronde nationale, nous établissons notre politique selon quatre paramètres fondamentaux :

- Premièrement, les troubles de la place Tiananmen et la campagne de répression qui a suivi ont changé les relations entre le Canada et la Chine. Les autorités chinoises voudraient que "les affaires suivent leur cours habituel", comme si de rien n'était. Nous ne pouvons accepter.

- Deuxièmement, l'amitié qui unit les deux peuples nous est précieuse - nous ne sommes pas devenus et ne deviendrons pas "anti-chinois".

- Troisièmement, nous devons tenter d'éviter les mesures qui pousseraient la Chine vers l'isolement.

- Quatrièmement, nous devons faire des efforts pour adopter, avec les pays qui ont à peu près la même attitude que la nôtre, une approche relativement coordonnée quant aux mesures éventuelles à prendre.

En tenant compte de ces paramètres fondamentaux, nous allons analyser les diverses composantes de nos relations, ainsi que les événements et les propositions qui vont se présenter à nous au cours des prochains mois par rapport à certains critères qui ont été conçus pour décrire la nouvelle réalité en Chine :

- Premièrement, les liens existants établis par le gouvernement, l'industrie et les universités au cours de la dernière décennie devraient être maintenus dans la mesure du possible;

- Deuxièmement, les nouvelles initiatives devraient porter sur des échanges entre personnes;

- Troisièmement, il faudrait éviter les programmes qui profitent ou donnent du prestige aux partisans de la ligne dure au sein du gouvernement chinois, plus particulièrement les militaires ou l'appareil de propagande de l'État.

- Dans ce contexte, l'ensemble des nouvelles mesures que nous adoptons en ce moment modifie la plupart des grandes composantes de nos relations.

- Pour ce qui est de nos relations politiques générales avec la Chine, nous continuerons pour l'instant de différer les contacts de haut niveau avec le gouvernement chinois. Nous continuerons également de poursuivre l'action que nous menons dans le domaine des droits de l'homme auprès de diverses institutions des Nations Unies - notamment auprès de l'ECOSOC et de la Commission de droits de l'homme - et nous augmenterons les ressources consacrées, à notre ambassade à Beijing, au suivi de la situation des droits de l'homme en Chine. D'autres mesures éventuelles seront examinées lors des diverses rencontres qui doivent avoir lieu au cours des prochains mois au niveaux multilatéral et international.

- Il est particulièrement important que nous restions en contact avec nos amis et alliés au cours des semaines et des mois à venir, si nous voulons parvenir à un certain degré d'harmonie au niveau international pour une action efficace. Le Sommet de Paris sera la première grande réunion où nous pourrions examiner collectivement l'orientation à donner à nos relations avec la Chine. Nous espérons que cette rencontre sera une occasion d'évaluer dans quelle mesure nos préoccupations et nos réactions sont ou non similaires. Ceci dit, il est important de ne pas donner aux partisans de la ligne dure en Chine des arguments propres à alimenter leur propagande, c'est-à-dire de ne pas leur donner l'impression que les pays de l'Ouest forment une coalition contre la Chine.

- En ce qui concerne l'aide au développement, nous avons l'intention de nous retirer de trois projets qui, selon nous, ne répondent pas aux nouveaux critères - préserver les relations, favoriser les échanges entre personnes et n'apporter aucun soutien aux militaires et à l'appareil de propagande. - ces projets concernent respectivement une aide pour la formation de vérificateurs d'État, un centre d'huile lubrifiante et la gestion du trafic urbain. En outre, nous garderons en attente quatre des cinq accords dont la signature avait été reportée au lendemain des événements qui se sont produits place Tiananmen. Par contre, nous signerons un projet visant à établir des liens entre des collèges communautaires et des établissements équivalents en Chine. Nous interrompons

aussi, jusqu'à une date indéterminée, les activités ayant trait au projet des Trois Gorges, et insisterons, en ce qui concerne les nouveaux projets, sur les échanges entre personnes ainsi que sur l'accroissement du nombre de jeunes qui viennent faire leurs études au Canada.

- Sur le plan économique, nous procéderons à plusieurs ajustements. Tout d'abord, nous appliquerons dorénavant les nouveaux critères que j'ai mentionnés chaque fois qu'il sera question de financer de nouveaux projets à même une ligne de crédit de la SEE. Nous annulerons un projet de mise en place d'installations de transmission télévisuelle - qui, manifestement, serviraient à appuyer l'appareil de propagande d'État en Chine. Nous examinerons avec d'autres pays la possibilité d'interrompre la rationalisation et la libéralisation des contrôles du COCOM à l'exportation qui s'appliquent à la Chine, et nous arrêterons de financer la participation aux foires commerciales et expositions qui doivent se tenir en RPC d'ici la fin de l'année. Enfin, étant donné l'évolution de la situation et vu que l'on s'attend à une diminution des activités commerciales, nous réduirons notre représentation commerciale à Beijing.

Très peu de changements seront apportés dans le domaine des communications et des échanges culturels. En tant que gouvernement, nous pensons qu'il est particulièrement important en ce moment de maintenir les liens culturels et les contacts entre les personnes. Nous avons reçu beaucoup de demandes au sujet des divers arrangements de jumelage et des liens institutionnels qui existent entre nos provinces, municipalités et organisations non gouvernementales et leurs équivalents en Chine. Nous demandons à tous aujourd'hui de ne pas rompre leurs liens avec leurs contreparties et leurs contacts mais, au contraire, de leur tendre la main afin que les portes ne se referment pas, que les échanges se poursuivent et que les informations continuent de circuler. Plus les Chinois de toutes conditions sociales auront de contacts avec leurs amis - Canadiens et autres - moins les partisans de la ligne dure auront de chances de voir leur propagande aboutir.

- En même temps, nous lançons à la Radio Canada un appel afin qu'elle renonce temporairement à son aide-mémoire sur la radiodiffusion concernant la production commune de programmes de radio et de télévision avec la radio d'État chinoise, étant donné le rôle que joue actuellement cette dernière au niveau de la propagande en Chine.

Comme vous le savez, Radio-Canada international a avancé de dix mois son programme pour la diffusion en Chine d'émissions en mandarin, qui a débuté la semaine dernière au lieu du mois d'avril prochain. Nous étudierons avec les responsables la possibilité d'accroître la durée et la fréquence des émissions futures. Il ne s'agit pas ici de propagande occidentale, mais seulement de garantir la diffusion de bulletins d'information objectifs, comme cela se fait au Canada. Nous laisserons aux auditeurs chinois le soin de faire eux-mêmes la distinction entre le vrai et le faux.

- Pour ce qui est de l'immigration, nous avons renforcé nos ressources à Beijing et à Shanghai pour essayer de faire face à l'accroissement de la demande. Jusqu'ici, nous avons accordé la priorité aux étudiants, aux familles des étudiants et des autres personnes actuellement au Canada. Nous examinerons d'autres mesures au cours des semaines et des mois à venir.

- Le gouvernement a déjà pris des mesures face à l'incertitude ressentie par les étudiants chinois au Canada par suite du revirement de la situation dans leur pays.

Mes collègues, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et le ministre des Relations extérieures et du développement international et moi même, avons préparé une série de mesures pour venir en aide aux étudiants chinois au Canada, pour veiller à ce qu'ils puissent subvenir à leurs propres besoins pendant leur séjour au Canada, enfin pour voir à leur statut à long terme. Nous avons insisté sur le fait que nous sommes disposés à prolonger d'un an la validité des visas d'étudiants, et nous avons mis en place des mécanismes pour veiller à ce que ceux qui en ont besoin puissent obtenir des permis de travail, et bénéficier de services d'orientation professionnelle et d'une aide financière. Nous n'encourageons pas pour autant les étudiants chinois à prendre des décisions hâtives. Nous ne faisons sur eux aucune pression afin de les amener à rompre à jamais leurs liens avec la Chine - nous leur disons simplement qu'ils sont les bienvenus durant cette période d'incertitude. Si, enfin de compte, ils choisissent de ne pas retourner en Chine, nous examinerons favorablement chaque cas; nous continuons cependant d'espérer que la situation en Chine évoluera de telle façon à les encourager, à la fin de leurs études universitaires, à retourner en Chine, pénétrés de nos concepts et de nos façons de faire, et profondément attachés à la vérité et à la primauté du droit.

D'autres documents sur les programmes mis en place pour les étudiants sont disponibles, et il me semble inutile de m'appesantir ici sur les détails. J'ajouterai cependant que ces programmes sont un excellent exemple de coopération entre diverses communautés ici au Canada - coopération qui a été possible grâce aux consultations et aux efforts que nous avons faits pour parvenir à un consensus face aux événements en Chine.